GUYANA : FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2023

Catégorie OCDE : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : non noté

Monnaie locale : Dollar guyanien (GYD) / **Régime de change** : semi-flottant

FORCES

- Ressources naturelles abondantes (or, pétrole, bauxite)
- Recettes supplémentaires liées à l'exploitation du pétrole

FAIBLESSES

- Economie peu diversifiée
- Dépendance aux prix des matières premières
- Pauvreté, inégalités

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Le Guyana continue d'afficher le taux de croissance le plus important au niveau mondial : +62% en 2022. Pour 2023, la prévision de croissance reste bien orientée à 37%, grâce à l'expansion rapide de la production pétrolière, suite à la mise en production d'un 3ème champ pétrolier, mais aussi lié au dynamisme du secteur non pétrolier, stimulé par les investissements dans les transports et le logement en particulier. Le pouvoir d'achat des ménages devrait aussi bénéficier du repli de l'inflation et de la hausse des aides sociales accordées par le gouvernement.

- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public devrait rester élevé (prévu à 5% du PIB) en 2023, la hausse des dépenses publiques restant soutenue malgré la croissance des recettes budgétaires toujours tirée par le développement de la production pétrolière. Pays pauvre, le Guyana a bénéficié des allègements de la dette dans le cadre des accords du Club de Paris de 2004 et de l'initiative PPTE en 2006-07 et a vu sa dette diminuer de plus de moitié (passant de 91% du PIB en 2004 à environ 43% du PIB en 2019). Le ratio dette/PIB est depuis en nette baisse et devrait continuer à baisser, favorisé par la manne pétrolière qui stimule la croissance et devrait réduire les besoins d'emprunt de l'Etat.

- **Vulnérabilité extérieure** : Le Guyana a affiché son premier excédent courant (environ 27% du PIB) en 2022, tiré par l'exploitation du champ pétrolier Liza 2, qui a atteint son potentiel de production en avril 2022, et par la forte hausse du prix du pétrole. Pour 2023, bien que les prix du brut soient plus modérés, la mise en production des nouveaux champs (Payara, en particulier), ainsi que la baisse progressive des importations liée à la finalisation des grands projets d'exploitation pétrolière devraient permettre au pays d'afficher des surplus courants réguliers (autour de 27% en 2023 et en 2024). L'endettement externe du pays est estimé à 26,4% du PIB à mi-juin 2023 et relève principalement de la dette souveraine. La dynamique de la dette s'est améliorée avec le démarrage de la production pétrolière et les exportations qui favorisent les entrées en devises et réduisent le risque d'insolvabilité externe du pays. L'adoption d'un régime de change plus flexible n'est pas à écarter dans un contexte d'amélioration du solde courant et de hausse des entrées de devises qui favorisent l'appréciation de la monnaie face au dollar.

- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le niveau de capitalisation du secteur demeure élevé avec un ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) qui atteint 29,1% en 2021 (contre 8% pour le minimum règlementaire). Le rendement des actifs et des capitaux propres s'est en revanche détérioré, dans un contexte d'augmentation des provisions, liée à la révision de la qualité des actifs bancaires.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le parti du président Irfaan Ali (People's Progressive Party/Civic) a été le grand gagnant des élections locales qui se sont déroulées en juin 2023. Les rivalités entre les deux principales ethnies du pays, les descendants des Indiens et les afro-guyanais, persistent mais la stabilité sociale du pays ne semble pas menacée.
- **Climat des affaires** : La perception de la corruption reste élevée, mais en amélioration à la 85ème place sur 180 pays à l'indice de perception de la corruption de Transparency International de 2022.

Environnement et politique du climat :

Vulnérabilité climatique : Le Guyana est vulnérable au changement climatique, aux inondations notamment, dans la mesure où une grande partie de la population vit encore essentiellement de l'activité agricole et est concentrée dans les zones de basse altitude le long de la côté atlantique. Le maintien des forêts, qui recouvrent près de 80% de la superficie du pays, est une des stratégies du pays pour favoriser la séquestration du CO2 et ainsi contribuer à limiter le réchauffement climatique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Pétrole	32,7%	Navigation maritime ou fluviale	40,4%
Or	19,9%	Huiles de pétrole	12,9%
Conteneurs	13,7%	Machines, appareils méc.	9,6%
Riz	6,2%	Ouvrages en fonte, fer ou acier	3,5%
Bauxite	4,9%	Voitures automobiles, tracteurs	3,5%

Source: CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Etats-Unis d'Amérique	24,9%	Etats-Unis d'Amérique	30,8%
Trinité-et-Tobago	14,9%	Bahamas	12,1%
Canada	12,2%	Trinité-et-Tobago	11,5%
Singapour	6,3%	Singapour	11,4%
France (16ème)	0,5%	France (38éme)	0,1%

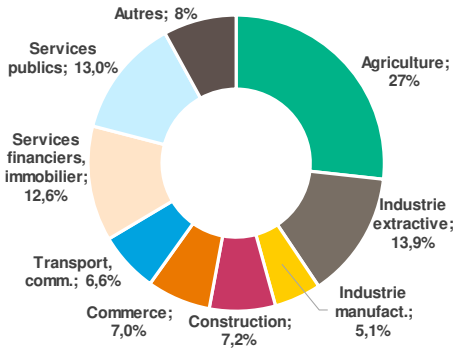
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUYANA	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	5	5	8	15	16	22
Rang PIB mondial	148	148	147	145	132	127
Population (Mns)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Rang Population mondiale	152	152	152	148	148	148
PIB / habitant (USD)	6 591	6 952	9 706	18 335	20 540	27 656
Croissance PIB (%)	5,4	43,5	20,1	62,3	37,2	45,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,1	1,2	3,3	6,5	6,6	5,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	2,1	2,1	1,5	2,6	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	43,6	51,1	43,2	27,8	29,8	24,2
Solde public (% PIB)	-2,5	-7,8	-7,3	-5,2	-5,0	-1,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-63,0%	-16,3%	-25,6%	27,3%	27,9%	27,3%
IDE (% du PIB)	32,8%	23,7%	29,2%	32,3%	39,9%	42,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	1,9	4,2	2,6	1,9	2,4	2,7
Dette extérieure totale (% PIB)*	30%	28%	26%	28%	19%	17%
Dette extérieure CT (% PIB)**	0,9%	1,0%	0,7%	NA	NA	NA
Taux de change***	208,5	209	209,1	209,2	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de NPL	NA	NA	NA	NA	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	119	125	127	119	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	134	134	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays)[a]	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays)[b]	113	114	112	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays)[c]	NA	NA	NA	NA	NA	NA

*Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo avril 2023),*Banque Mondiale,**Oxford Economics,***T.Reuters*

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch.

GUYANA : Ventilation sectorielle du PIB (2019)



Source : CEPAL

1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Le pays à la croissance la plus élevée au monde**

Le Guyana continue d'afficher la croissance la plus élevée au monde, tirée par la hausse de la production dans le secteur du pétrole : +43,4% en 2020, +20% en 2021 et +62,2% en 2022[1].

Pour 2023, les perspectives restent favorables. **L'expansion rapide de la production pétrolière[2]** avec la mise en production d'un 3eme champs pétrolier, **mais aussi le dynamisme du secteur non pétrolier**, stimulé par les investissements dans les transports et le logement en particulier, **devrait porter la croissance autour de 37% en 2023.**

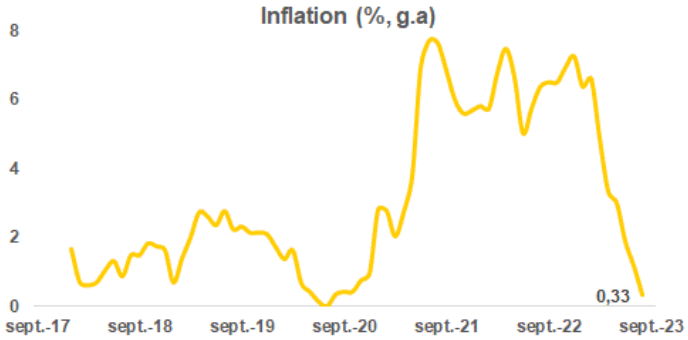
La consommation des ménages devrait dans ce contexte bénéficier progressivement des retombées positives en matière d'emploi, bien que le taux de chômage soit encore élevé à 12,4% en 2022, **mais aussi de la politique budgétaire expansionniste, favorisée par les recettes tirées du pétrole**. **Les transferts de fonds d'expatriés** (3,5% du PIB en 2022[3]) devraient rester résilients, comme dans la plupart des pays de la région, permettant ainsi de soutenir le pouvoir d'achat d'une partie de la population**. L'inflation en repli** (Cf. ci-dessous) **soutiendra également la consommation des ménages.**

L'investissement étranger dans le secteur de l'énergie restera par ailleurs dynamique. Le Guyana a en effet clôturé avec succès un nouvel appel d'offres pour l'exploitation de 14 blocs pétroliers et gaziers en mer[4].

A plus court/moyen terme, les perspectives de croissance restent favorables. La production de pétrole devrait continuer à augmenter permettant au gouvernement de répondre aux besoins de développement du pays. Pour mémoire, le Guyana faisait partie des pays les plus pauvre de la région, mais dont le PIB/habitant à plus que doublé en 2022 grâce à l'arrivée de la manne pétrolière[5].

- **Inflation et politique monétaire**

L'inflation est en repli et atteint 0,3% en g.a en août 2023, après un pic observé en décembre 2022 à 7,3%. **La diminution du prix des denrées alimentaires importés**, ainsi que **les bonnes conditions météorologiques**, **ayant favorisées les plantations locales**, **ont aussi contribué à la baisse des prix de la nourriture sur le marché domestique.** L'inflation moyenne annuelle est prévue autour de 3,8% selon les prévisions plus récentes de la banque centrale du pays (contre 6,6% prévue par le FMI, WEO d'avril 2023).



Source: T. Reuters

La banque centrale guyanaise maintient par ailleurs son taux directeur à 5% et cela depuis plusieurs années afin de permettre le maintien du régime de change semi-flexible du dollar guyanais.

- **Une économie dépendante du secteur primaire**

L'économie du Guyana est encore peu diversifiée et repose essentiellement sur le secteur primaire. L'agriculture (27% du PIB en 2019) repose notamment sur la production de riz et de sucre et sur le secteur des mines (environ 14% du PIB), sur la production de l'or et de la bauxite. En dehors de l'industrie sucrière qui compte encore sur la participation de l'Etat (via l'entreprise publique, GuySuCo) les autres secteurs sont contrôlés par le secteur privé national et étranger (mines en particulier).

La découverte d'importantes réserves de pétrole offshore en 2015 est cependant en train de transformer l'activité du pays. La production pétrolière a augmenté de 57% en 2021 à 110.000 baril/jour (b/j) et devrait atteindre 720.000 b/j à l'horizon 2026, tirée par la mise en service de 3 champs supplémentaire : Liza 2 (fev.2022), Payara (fin 2023) et Yellowtail (en 2025), selon le FMI[6].

Le secteur pétrolier naissant est source d'espoir tant sur le plan économique que social. Nouvelle source de recettes pour l'Etat, le gouvernement compte notamment financer son plan de développement « Vision 2040 ». Il s'agit d'un ensemble de mesures

1 Source : FMI (WEO avril 2023). La découverte de pétrole dans le bloc offshore de Stabroek en 2015 (par Exxon Mobil) a généré d'importants investissements permettant un démarrage de la production dès décembre 2019.

2 La production de pétrole devrait atteindre un peu plus d'un demi-million de baril/jour en 2023, contre environ 400.000 baril/jour en moyenne en 2022.

3 Source : Banque Mondiale

4 Mi-septembre 2023, le Guyana a clôturé son processus d'appel d'offres et a reçu des offres pour 8 des 14 blocs proposés, émanant principalement des grands groupes : Exxon Mobil, Total Energies. La Guyane reçoit des offres pour huit blocs, y compris de la part du consortium Exxon Mobil - fonctionnaires - 13/09/2023 à 16:39 - Boursorama

5 Le PIB/habitant du Guyana est désormais le 6ème plus important de la région à plus de 18 KUSD en 2022.

6 Les réserves de pétrole commercialement récupérables pourraient atteindre plus de 11 milliards de barils, soit le 3eme plus important d'Amérique latine et des Caraïbes.

visant à créer une économie plus inclusive via notamment le développement des infrastructures, mais aussi la diversification de l'économie.

- **Un secteur bancaire bien capitalisé**

Le secteur bancaire est constitué de 6 banques commerciales (Bank of Baroda Inc, Republic Bank Limited, Bank of Nova Scotia, Guyana Bank for Trade & Industry limited et Citizens Bank Guyana Inc., Demerara Bank Limited). **Le niveau de capitalisation du secteur demeure élevé** avec un ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) des banques nationales qui atteint 29,1% en 2021 (contre 8% pour le minimum règlementaire**). Le ratio de prêts non performants (NPL) est par ailleurs en diminution à 7,8%** (contre 10,8% en 2020).

Le rendement des actifs et des capitaux propres s'est en revanche détérioré, dans un contexte d'**augmentation des provisions, liée à la révision de la qualité des actifs bancaires. Le FMI salue en effet les progrès réalisés par la banque centrale guyanaise en matière de réformes** du secteur grâce **notamment à l'intégration de certains piliers de Bâle II et III,** ainsi que la révision des certains crédits et leur classification/ provisionnement pour pertes potentielles.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait rester élevé, mais en diminution**

Le croissance des dépenses devrait rester élevée en 2023. L'exploration et le développement des champs pétroliers offshore ont incité le gouvernement à augmenter les dépenses dès 2019.

Le budget de 2023 prévoit une hausse des dépenses de 41,4% par rapport à 2022, soit environ 781 Mds de GYD. Cela inclut une hausse des salaires des fonctionnaires (environ le tiers des dépenses courantes du pays), des allocations sociales « Because We Care »[7], de l'investissement, ainsi que d'autres aides diverses.

Les recettes budgétaires devraient rester dynamiques soutenues par la hausse de la production, malgré un prix du pétrole plus modéré qu'en 2022.[8],

Dans ce contexte, le déficit public restera élevé, mais en diminution, prévu autour de 5% du PIB en 2023. Il devrait continuer à se réduire progressivement grâce à la hausse prévue de la production de pétrole en 2024 et en 2025.

- **Vers une nette baisse de la dette publique**

Le Guyana a mené une politique prudente en matière d'endettement jusqu'à la crise Covid. Le pays qui a bénéficié des allègements de la dette, dans le cadre des accords du Club de Paris de 2004 et de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) en 2006-07, a vu sa dette diminuer de plus de moitié (passant de 91% du PIB en 2004 à environ 43% du PIB en 2019). La dette a cependant progressé d'environ 7pts suite à l'arrivée de la pandémie et les mesures de soutien à la population accordées par le gouvernement.

Avec l'arrivée de la manne pétrolière, le ratio dette sur PIB tend cependant à nettement diminuer. La dette aurait atteint ainsi près de 28% du PIB fin 2022 et pourrait tendre vers 24% fin 2023.

Selon les prévisions du FMI, **avec des projections de croissance proche de 17% par an en moyenne sur la période 2022-2032, le ratio de dette publique/PIB pourrait atteindre 12,7% à l'horizon 2032**.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un surplus courant en 2022 et qui deviendrait récurant pour le pays**

Les exportations du Guyana sont désormais dominées par le pétrole (33% des exportations en moyenne), mais aussi par les exportations d'or, de céréales (le riz en particulier). Le pays produit et exporte également de la bauxite et du sucre. Le Guyana demeure ainsi dépendant de l'évolution des cours des matières premières.

Alors que les importations liées à la réalisation des projets pétroliers (biens d'équipements notamment) **ont creusé la balance courante** sur les dernières années, **le Guyana affiche désormais un surplus courant substantiel, estimé à 27% du PIB en 2022**. **La mise en production de Liza 2** qui a atteint son potentiel en avril 2022 **conjugué à la forte hausse du prix du pétrole ont favorisé la balance courante du pays**.

La mise en production des champs pétroliers supplémentaires (Payara en 2023 et Yelloxtail en 2025), conjuguée à la **baisse progressive des investissements dans ce secteur devraient permettre** au pays **d'afficher des surplus courants récurrents et significatifs** : prévus autour de 27% du PIB sur la période 2023-2025.

- **Un risque de surendettement modéré**

L'endettement externe du pays est estimé 26,4% du PIB à mi-juin 2023[9]. La dette externe relève principalement de la dette souveraine et est principalement détenue par des créanciers multilatéraux (près de 66 % du total en 2021) et par les créanciers

[7] Il s'agit d'une aide aux familles ayant des enfants scolarisés. 'Because We Care' cash grant increased to $25,000 per child (education.gov.gy)

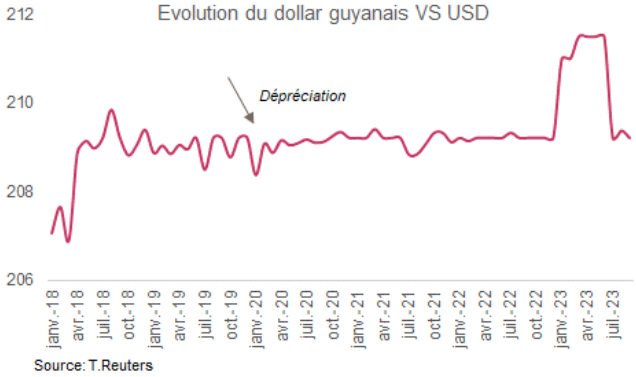
8 A noter par ailleurs que la banque centrale du Guyana est en charge de la gestion opérationnelle du fonds souverain, Natural Resource Funds (NRF), créée en 2019, et alimenté par les revenus pétroliers. En principe, l'accord de partage des revenus pétroliers prévoit que 75% des recettes seraient initialement affectées au recouvrement des coûts initiaux liés aux travaux d'exploitation du pétrole menés par Exxon Mobil et ses partenaires. Les 25% restant seraient considérés comme du profit, dont 50% pour l'Etat guyanais et 50% pour les groupes pétroliers. La part de l'Etat devrait augmenter considérablement, une fois que le recouvrement du coût des investissements initiaux seraient atteints. L'accord fixe également une redevance de 2% sur les ventes de pétrole, portant ainsi la part du gouvernement à 14,5% du total des revenus pétroliers. Les conditions sur les nouveaux contrats pétroliers ne suivraient pas les mêmes conditions.

[9] Banque Centrale du Guyana

bilatéraux (32% environ)[10]. La part de la dette publique détenue par les créanciers privés est très faible (autour de 2%). La Chine est le premier créancier bilatéral du pays (17,3% de la dette externe publique totale du Guyana fin 2021). Le risque de surendettement reste modéré et la dynamique de la dette s'améliore avec le démarrage de la production pétrolière et les exportations qui favorisent les entrées en devises, contribuant ainsi à la maîtrise du risque de solvabilité externe du pays.

- **L'adoption d'un régime de change plus flexible n'est pas à écarter**

Le régime de change officiel est « semi-flexible » et dispose *de facto* d'une marge de fluctuation autorisée par la banque centrale. Le taux de change est resté pratiquement stable au Guyana jusqu'à fin 2022 (dans la bande 208 GYD / 209 GYD pour 1 USD), avant de s'apprécier sur la première partie de l'année 2023 (Cf. graphique ci-dessous.



Source: T.Reuters

L'adoption d'un régime de change plus flexible n'est pas à écarter dans un contexte d'amélioration progressive du solde courant et de hausse des entrées de devises qui favorisent l'appréciation de la monnaie face au dollar.

Alors que **le maintien du taux d'intérêt de référence à 5 % depuis plusieurs années demeure le principal outil à disposition de la banque centrale** pour assurer la stabilité du dollar guyanais face au dollar, **l'augmentation progressive des exportations** (pétrole) **devrait contribuer à renflouer les réserves de change du pays et permettre à la banque centrale d'intervenir sur le marché du change**.

A ce stade toutefois, bien qu'en augmentation, les réserves de change restent encore en dessous des 3 mois d'importations selon les données du FMI (fin 2022).

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

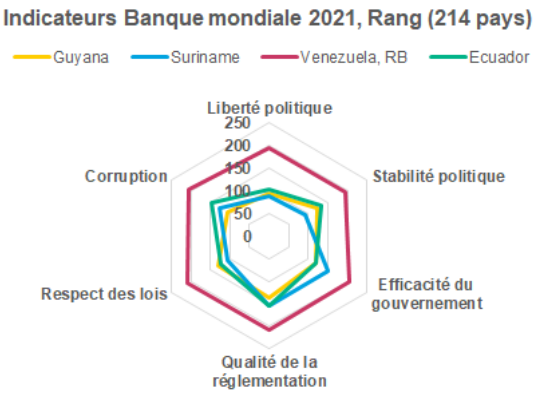
- **Le People's Progressive Party/Civic (PPP/C) du président Irfaan Ali arrive en tête des élections locales**

Les prochaines élections présidentielles auront lieu en 2025. L'actuel président Irfaan Ali a de bonnes chances de remporter un nouveau mandat grâce à l'excellent résultat obtenu par son parti lors des élections locales de juin 2023 y compris dans les zones où l'opposition était traditionnellement dominante. Alors que la politique guyanaise est caractérisé par des divisions raciales et ethniques notamment entre les communautés indo-guyanaises et afro-guyanaises, les revenus du pétrole semblent avoir apaisé les tensions entre la population. **Le développement du secteur pétrolier pourrait en effet se traduire par une nette amélioration du niveau de vie de la population locale,** alors que le Guyana faisait jusqu'à peu partie des pays les plus pauvres de la région.

- **Les tensions avec le Venezuela restent vives**

Le Guyana entretien des relations solides avec les Etats-Unis, renforcées par la présence des majors pétrolières américaines qui investissent massivement dans le pays. **Les relations avec le Venezuela restent en revanche tendues au sujet du différend territorial historique** (plus d'un siècle) concernant la région du « El Esequibo » revendiquée par le Venezuela. Riche en ressources naturelles, cette région représenterait aujourd'hui près des deux tiers du territoire du Guyana. **La hausse constante de la production pétrolière du Guyana dans les eaux contestées a accentué ainsi le différend entre ces deux pays**[11].

- **Des progrès en matière de transparence financière et de perception de la corruption**



Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le niveau de corruption au Guyana reste élevé, mais inférieur à celui observé dans les pays voisins comme le Suriname ou encore le Venezuela (cf. graphique ci-dessus). Des progrès ont en effet été accomplis en la matière, puisque le pays est passé de la 124ème place sur 180 pays en 2014 à la 85ème place en 2022, selon l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International. A noter également **d'importants progrès en matière de transparence financière**, sous le gouvernement de l'ancien président David Granger (2015-2020), ce qui a permis le retrait du pays de la liste grise du GAFIC[12], ainsi que la signature

[10] Source : FMI, article IV 2022.

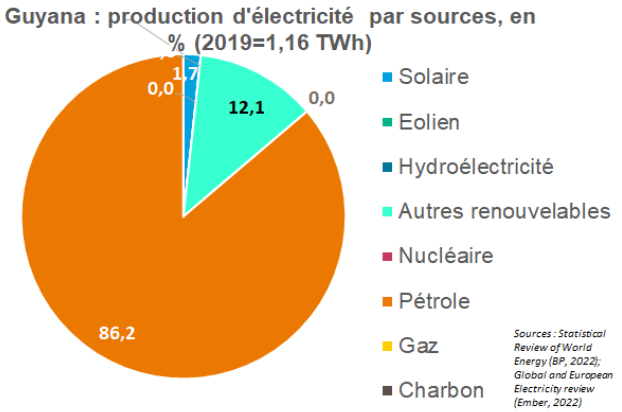
[11] Venezuela: le président Nicolas Maduro hausse le ton face au Guyana (rfi.fr)

[12] Groupe d'Action financière des Caraïbes.

d'un accord d'échanges d'informations financières avec les Etats-Unis. **Le Guyana a aussi rejoint l'initiative pour la transparence des industries extractives (EITI) pouvant aider le pays à mieux gérer le développement du secteur pétrolier du pays.**

5. POLITIQUE CLIMAT

Le Guyana demeure très vulnérable au changement climatique, aux inondations notamment, dans la mesure où une **grande partie de la population vit encore essentiellement de l'activité agricole** et est **concentrée dans les zones de basse altitude le long de la côté atlantique.**



Malgré la hausse de la production pétrolière et ses conséquences sur l'environnement, **le gouvernement guyanais a cependant annoncé sa stratégie de développement à faible émission de CO2**. Elle consisterait notamment dans l'utilisation des ressources naturelles dont dispose le pays, comme **le maintien des forêts qui recouvrent près de 80% de la superficie du pays**, **afin de contribuer à la séquestration des émissions de CO2.** Le pays compte également investir dans la production d'électricité via les sources renouvelables comme le solaire et l'éolien. La matrice de production d'électricité demeure en effet encore très dépendante des sources fossiles (Cf. graphique ci-dessous).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Economie Internationale et risques pays		
Anne-Sophie Fèvre	*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillerier	*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*	victor.lequillerier@bpifrance.fr
Global trends, Pays développés, Conjoncture France		
Sabrina El Kasmi	Responsable /*Global trends, Pays développés, pétrole*	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin	*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	*Macroéconomie France, conjoncture ETI*	thomas.laboureu@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscsaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.